



Conseil international du Café
109^e session
24 – 28 septembre 2012
Londres, Royaume-Uni

**Rapport de synthèse du séminaire sur
l'impact économique, social et
environnemental de la certification dans la
chaîne d'approvisionnement du café**

Contexte

1. Un séminaire sur l'impact économique, social et environnemental de la certification dans la chaîne d'approvisionnement du café s'est tenu le mardi 25 septembre 2012 au siège de l'OIC à Londres, sous la présidence M. David Braun (Suisse). Le cadre de référence du séminaire (ED-2131/12) a été élaboré par un groupe de travail constitué du Brésil, de la Colombie, de la Suisse et des États-Unis. Le Président a présenté un rapport de synthèse au Conseil lors de sa 109^e session (24-28 septembre 2012), dont le texte est reproduit ci-après.
2. Le texte de toutes les présentations est disponible sur le site web de l'OIC (<http://www.ico.org/seminar-certification.asp>).

**RAPPORT DE SYNTHÈSE DU SÉMINAIRE SUR
L'IMPACT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LA CERTIFICATION
DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DU CAFÉ**

1. L'objectif de ce séminaire était de fournir des informations aux Membres sur l'impact économique, social et environnemental de la certification sur les différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement, de la plantation à la tasse.

2. Le Président a noté que l'une des méthodes pour améliorer les moyens de subsistance des pays en développement est de renforcer la compétitivité des acteurs du marché et de mieux les intégrer dans les marchés mondiaux. Les initiatives volontaires de durabilité pourraient contribuer à améliorer la compétitivité et favoriser ainsi le développement durable tout en constituant un moyen d'introduire des modes durables de consommation et de production. Les initiatives de certification pourraient également être une approche utile pour collaborer avec toutes les parties concernées des maillons de la chaîne d'approvisionnement afin d'aborder des questions spécifiques comme le travail des enfants, la sécurité au travail, l'utilisation responsable des engrais et l'organisation des exploitants. Les contributions d'un large éventail de parties prenantes sont nécessaires pour parvenir à la durabilité des chaînes d'approvisionnement agricoles.

3. Le programme était divisé en trois sections : 1) Présentation des questions clés, 2) Perspectives des organismes de certification et la demande, et 3) Perspectives et expériences des producteurs de café.

Présentation des questions clés

4. *M. Daniele Giovannucci, Chef du Comité d'évaluation du développement durable (COSA) : Vue d'ensemble des questions de la certification, en particulier les résultats de l'analyse comparative menée par le COSA sur les impacts relatifs des différents régimes de certification/vérification.*

5. Pour parvenir à une véritable durabilité, il faut comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas d'un point de vue commercial, car il existe des signaux clairs d'un attachement de l'industrie du café des pays consommateurs à une chaîne d'approvisionnement entièrement certifiée. Sur la base des engagements publics des principaux torréfacteurs, la part des cafés certifiés dans le commerce mondial devrait croître à 18% d'ici 2015, ce qui pose la question de savoir s'il existe un point charnière au-delà duquel la production durable devient la norme *de facto*. Il est essentiel d'évaluer l'impact des normes à plusieurs niveaux – plantation, environnement, communauté et chaîne.

commerciale/d'approvisionnement – au moyen d'outils de mesure clairs et transparents. On constate une tendance à se limiter aux aspects économiques mais des compromis importants existent dans les domaines sociaux et environnementaux.

6. La méthodologie du COSA prend en compte un certain nombre d'indicateurs cohérents selon les cultures et les pays. Les données obtenues suggèrent que la certification conduit à des rendements, des prix, des revenus et des bénéfices nets plus élevés, ainsi qu'à une corrélation positive avec l'amélioration de l'éducation des enfants et de la sécurité alimentaire. La certification, en tant que mécanisme du marché, ayant le pouvoir d'être un outil de développement très puissant, nous devons examiner la meilleure façon de l'exploiter pour servir les producteurs, les chaînes d'approvisionnement, les collectivités et l'environnement. Toutefois, le rapport coût-bénéfice n'étant pas toujours évident, il est nécessaire d'abaisser le coût de la conformité aux normes. Des innovations sont en cours d'expérimentation qui pourraient réduire les coûts et améliorer l'efficacité globale des initiatives de développement durable. Enfin, une meilleure compréhension des différents éléments est nécessaire pour faire avancer la durabilité dans la bonne direction.

Perspectives des organismes de certification et la demande

7. *Mme Annemieke Wijn, Membre du conseil d'administration, Rainforest Alliance :*
Point de vue d'un organisme de certification de premier plan

8. Rainforest Alliance œuvre à préserver la biodiversité et à assurer des moyens de subsistance durables en transformant les pratiques d'utilisation des terres, les pratiques commerciales et le comportement des consommateurs. L'agriculture étant responsable de plus des deux tiers de la déforestation au niveau mondial, le lien entre la biodiversité et l'utilisation des terres est clair. Cependant, la seule évolution des pratiques agricoles ne fonctionnera pas si elle n'est pas soutenue par le marché. La norme Rainforest Alliance est une norme multipartite élaborée en grande partie à partir des contributions des producteurs et est régulièrement actualisée. Rainforest Alliance est présente à chaque étape de la chaîne de valeur mais, surtout, elle dispense une formation et un soutien aux exploitants sans lesquels rien ne serait possible. Dans la chaîne de surveillance, il y a la traçabilité, l'engagement des entreprises et, dans les pays consommateurs, le soutien à la commercialisation et la notoriété de marque pour créer non seulement un café durable, mais un marché pour ce café durable.

9. Pour les exploitants, la certification peut signifier un ensemble de coûts et d'avantages. En règle générale, le coût est de 40 dollars par hectare, soit 0,02 dollar/kg, mais il existe des écarts énormes en raison des effets d'échelle et de conformité préalable.

Le bénéfice net va du négatif à un positif de 0,15 dollar/kg, avec un bénéfice type de l'ordre de 0,11 dollar/kg. Dans l'ensemble, les petits exploitants des coopératives et des plantations moyennes ou grandes réalisent un bénéfice économique net grâce à une augmentation de la productivité, des prix plus élevés, un meilleur accès aux marchés, une diminution de l'utilisation des produits agrochimiques et une plus grande efficacité. Il existe également des avantages sociaux comme une amélioration des soins de santé, du logement, de l'accès à l'éducation et à l'organisation, ainsi qu'un impact sur l'environnement grâce à un meilleur entretien et à l'amélioration des terres et de l'eau. Néanmoins, alors que la demande de café certifié durable est forte sa production ralentit. La durabilité économique nécessite une productivité et une qualité suffisantes car les exploitants ne peuvent pas prospérer si la productivité est faible. La formation et le développement organisationnel sont la clé pour parvenir à une croissance continue.

Mme Nathalie Ritchie, Chef des approvisionnements éthiques et de l'agriculture durable, Kraft Foods, Royaume-Uni : Perspective d'un torréfacteur de premier plan

10. Les normes de certification et de durabilité ont un rôle à jouer dans l'amélioration des perspectives d'avenir. En tant qu'acheteur clé de produits de base, Kraft Foods a la responsabilité d'assurer l'avenir de ses fournisseurs. L'objectif initial de 25% d'approvisionnements durables d'ici 2015 est déjà atteint ; maintenant que la certification fait partie du courant dominant, tout est question d'échelle. Kraft vise 100% de café certifié en 2015, contre 35% en 2012. Le défi est d'assurer la qualité des matières premières dans un marché très concurrentiel tout en tenant compte des impacts sur le changement climatique, d'une population agricole vieillissante et du déclin connexe de l'agriculture en réduisant les impacts sur l'environnement et en soutenant les collectivités agricoles.

11. Les consommateurs étant principalement intéressés par la qualité et le prix, l'objectif est de parvenir à la durabilité par les actions suivantes : abandonner les multiples normes de certification en faveur de données de base et de référentiels ; abandonner les primes en faveur des investissements à l'origine afin d'assurer la durabilité à long terme ; passer de la traçabilité à la transparence de la chaîne d'approvisionnement ; passer des volumes aux résultats mesurables ; et, enfin, passer de l'acceptation par les parties prenantes au moyen de l'image de marque à une chaîne ininterrompue de confiance avec les consommateurs.

Mme Karin Kreider, Directrice de l'intensification, ISEAL Alliance : Questions liées à l'intensification et à l'harmonisation des normes volontaires.

12. ISEAL est une organisation mutuelle comprenant des systèmes de normes et des organes d'accréditation, notamment, dans le domaine du café, Rainforest Alliance, le Réseau agriculture durable, UTz Certified et l'Association 4C. L'objectif est de rendre les normes et les certifications aussi efficaces que possible au moyen des stratégies suivantes :

établissement d'un consensus sur les bonnes pratiques ; collaboration novatrice avec d'autres utilisateurs ; partage de l'apprentissage ; engagement des parties prenantes ; amélioration de la sensibilisation au fonctionnement des systèmes et à ce qui peut être fait ; et promotion de ces différents éléments.

13. ISEAL a élaboré trois codes de bonnes pratiques. Le premier est un code normatif s'appuyant sur la transparence, l'accessibilité et l'engagement multilatéral - en vue d'assurer une large acceptation et une application locale. Un code d'impacts, lancé en 2010, définit la nécessité d'initiatives de normalisation pour développer des systèmes de suivi et d'évaluation afin de déterminer si les impacts souhaités sont atteints et si des ajustements sont nécessaires. Enfin, un code d'assurance porte sur l'évaluation des risques et vise à assurer qu'aucun obstacle n'entrave les producteurs. Un ensemble de principes a émergé naturellement de ces codes et ISEAL est actuellement engagée dans une consultation multipartite pour établir ce qui définit la crédibilité dans ce contexte.

14. Dans l'idéal, les questions fondamentales abordées par les normes de durabilité : combinent les meilleures connaissances scientifiques et les normes et valeurs sociétales ; se réfèrent aux normes internationales, comme les conventions fondamentales de l'OIT et les bonnes pratiques de gestion ; sont élaborées selon un processus multipartite ; sont un compromis entre les bonnes pratiques et ce qui est faisable ; et couvrent un sous-ensemble de questions fondamentales environnementales et sociales. La plupart des normes s'efforcent d'intégrer et d'élargir les connaissances au contexte de leur secteur. Elles couvrent également les questions économiques comme la qualité et la productivité, et cherchent d'autres moyens de profiter aux producteurs au fur et à mesure que les primes se réduisent.

15. ISEAL cherche à stimuler l'innovation dans les normes à travers l'apprentissage en collaboration, en examinant les questions comme les coûts et les obstacles à la certification et en encourageant la collaboration entre systèmes de normes. Il existe également la volonté de renforcer la crédibilité des normes nationales et de créer une interface entre celles-ci et les normes internationales. Les normes sont passées du stade d'outil de commercialisation à celui d'outil de gestion de la chaîne d'approvisionnement, en innovant pour démontrer leur impact et leurs avantages pour les producteurs, tout en reconnaissant l'importance de la qualité et de la productivité ainsi que les aspects sociaux et environnementaux. Une approche modulaire pourrait être la solution pour les rendre moins coûteuses et plus faciles à optimiser.

Perspectives et expériences des producteurs de café

16. *M. Filtone C. Sandando, Directeur de projet, Association africaine des cafés fins (AFCA) : Activités du projet FCPB/OIC sur le renforcement des capacités en matière de certification et de vérification du café pour les producteurs des cafés de spécialités dans les pays de l'AFCA et enseignements de la certification et de la vérification en Afrique.*

17. Avec un financement de 4,5 millions de dollars par l'Union européenne/FCOB, une supervision par l'OIC et l'AFCA comme agence d'exécution, le projet vise 6 030 bénéficiaires sur cinq ans dans neuf pays : Burundi, Éthiopie, Kenya, Malawi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, la Zambie et Zimbabwe. L'objectif global est d'améliorer les compétences des exploitants pour répondre aux normes de vérification et de certification, ce qui augmentera le volume des cafés certifiés et vérifiés et renforcera les capacités pour répondre à la demande mondiale prévue de 25% de cafés certifiés en provenance de l'Afrique.

18. Les principales activités du projet concernent la formation de formateurs principaux, de formateurs de formateurs, de certificateurs/vérificateurs et d'exploitants. Suite à la formation par des prestataires de services, les formateurs principaux transféreront leurs compétences ou expertises aux formateurs de formateurs qui formeront à leur tour les exploitants en accord avec les différentes normes de certification ou de vérification. Les certificateurs et les vérificateurs sont formés par un prestataire accrédité pour les différentes normes privées.

19. Depuis, il est devenu clair qu'il existe une lacune dans le processus de mise en œuvre, entre la formation et la conformité, et que les efforts de renforcement des capacités doivent s'accompagner du traitement des coûts de conformité. En Afrique, un certain nombre de variables, qui varient d'une norme à l'autre, ont une incidence sur les coûts de conformité. Des normes différentes mettant l'accent sur des aspects différents, sociaux, économiques ou environnementaux, la préparation des exploitants à une approche de certification multiple permettra de faire baisser les coûts, au cas où ils décideraient de passer d'une norme à l'autre.

20. En conclusion, au moyen du renforcement des capacités de certification et de vérification, le projet offre aux exploitants africains la possibilité de se préparer pour les marchés qui absorbent des volumes de café durable, avec une attention particulière à la qualité et à l'environnement.

M. Carlos Ariel García, Chercheur principal au Centre d'études régionales sur le café et l'entreprise (CRECE) (Colombie) : Évolution et perspectives des initiatives de développement durable, y compris les résultats de l'évaluation de l'impact et les principaux résultats des recherches menées en Colombie.

21. Un examen des preuves de l'impact des normes et des certifications sur les producteurs de café de Colombie montre une évolution progressive, qui nécessite le soutien du gouvernement et des institutions pour atteindre les résultats souhaités. La part de marché du café durable évolue rapidement. La production mondiale durable a augmenté au cours des dix dernières années pour atteindre plus de 20 millions de sacs et les producteurs de café colombiens adoptent en nombre croissant les programmes de café durable – en 2011 près de 20% des exploitations (130 000) ont été vérifiées et certifiées comme produisant du café durable. Cependant, les preuves sont insuffisantes à partir d'une comparaison de l'impact des initiatives les plus importantes au niveau des exploitations, un nombre disproportionné d'études se concentrant sur Fair Trade et les certifications biologiques.

22. Adoptant une perspective plus large des normes, l'étude colombienne du COSA a été lancée en 2008 pour examiner quatre certifications (Fair Trade, Organics, Rainforest Alliance, UTz Certified) et trois codes de conduite (4C, Nespresso AAA, C.A.F.E Practices) et comprenait un groupe témoin d'exploitants classiques dans un échantillon total de 2 477 exploitations de café. En mesurant l'impact social, environnemental et économique à long terme des initiatives de développement durable, l'étude examinera les outils les plus appropriés pour les exploitants. Au fur et à mesure que la perception par les exploitants de ces initiatives s'améliorera, des progrès graduels seront faits dans leur adoption et les pratiques de préservation de l'environnement progresseront.

23. La formation des petits exploitants a été intense, mais le nombre d'heures de formation est en baisse en raison d'une réduction des budgets des institutions d'appui. La question est de savoir si les producteurs suivront ces pratiques si l'appui institutionnel cesse. Il est de fait que le revenu net des producteurs certifiés est beaucoup plus élevé alors que celui des producteurs classiques a baissé. En conséquence, la certification a le vent en poupe mais les volumes de café vendu à des initiatives sont en baisse et, même si les exploitants sont généralement satisfaits des initiatives, le pourcentage d'exploitants satisfaits diminue depuis 2008. La satisfaction à l'égard des initiatives dépend du niveau de revenu, des revenus plus élevés étant associés à des niveaux plus élevés de satisfaction.

24. L'évolution des initiatives de développement durable du café au cours des quatre dernières années montre des progrès positifs dans les pratiques agricoles. Cependant, la nature de l'impact est difficile à évaluer et doit être analysée à plus long terme, nécessitant des investissements supplémentaires dans le soutien organisationnel et de la diffusion des connaissances.

M. Gabriel Ferreira Bartholo, Directeur général, Centre de recherche agricole du Brésil (EMBRAPA) (Brésil) : Évolution et perspectives des initiatives de développement durable – Expérience de la certification et recherches effectuées au Brésil

25. Les trois piliers du développement durable (social, économique et environnemental) sont importants mais un accent particulier doit être mis sur l'aspect économique. Afin d'obtenir un avantage comparatif, il est nécessaire de promouvoir l'utilisation efficace des ressources pour générer de la richesse. Si aucune politique stratégique globale n'existe, les obstacles structurels au développement de la durabilité du secteur du café perdureront. La productivité et la qualité peuvent être encouragées par de plus grandes connaissances techniques, l'utilisation de la technologie et l'introduction de cultivars plus productifs qui peuvent augmenter les rendements de 21 à 27 sacs/ha.

26. Si la durabilité doit être assurée, un changement dans les pratiques agronomiques, les méthodes de traitement et les usages commerciaux, ainsi que la législation nécessaire pour soutenir la capacité technique existante, est nécessaire. En termes de pratiques post-récolte, cela signifie l'utilisation de technologies novatrices comme le recyclage des eaux usées dans la transformation du café, avec une augmentation des investissements dans la formation.

27. La demande en cafés différenciés croissant au détriment des produits génériques, les producteurs doivent rechercher un avantage concurrentiel en améliorant les pratiques agricoles et gestionnaires, en renforçant les structures organisationnelles et en introduisant des techniques et systèmes de gestion. *Integrated Coffee Production* (ICP) est une initiative qui vise à établir un code de conduite basé sur les composantes opérationnelles nécessaires au respect des normes générales. Un sceau garantit que le café répond à divers critères établis à partir des réussites des autres secteurs comme les fruits ; ce sceau est reconnu sur le plan international. La première étape consiste à améliorer le modèle actuel au moyen d'une production intégrée, pour laquelle une ligne de crédit de 50 millions de réals a été mise en place.

28. Le programme "Certifica Minas Café" a été mis en place en 2007 par l'État de Minas Gerais qui assure 50% de la production de café du Brésil, dans l'objectif de promouvoir les bonnes pratiques. Il met l'accent sur les pratiques environnementales, avec la coopération technique d'UTz Certified, et est à l'origine d'une réduction du coût de la certification. Un accord de coopération technique avec l'Association brésilienne de l'industrie du café (ABIC) a créé une prime de 10% à 25% sur la base de la qualité du café. Les cafés de spécialité ont enregistré une croissance importante dans le Minas Gerais, avec environ 1 800 exploitations certifiées en 2012. L'amélioration de l'efficacité technique, de la productivité et de la rentabilité ouvre une perspective d'avenir pour le secteur du café du Brésil.

M. Misnawi Jati, Chercheur principal et Chef du Département des technologies pots-récolte, Institut indonésien de recherche sur le café et le cacao (ICCRI) (Indonésie) : Les défis de la certification du café durable en Indonésie

29. En Indonésie, 91% des caféiculteurs sont de petits exploitants avec moins d'un hectare. La vaste étendue du territoire et la diversité des cultures sont à l'origine de la "spécificité" - large éventail de types de café, dont deux origines géographiques récemment créées : Kintamani et Flores-Bajawa. Les excellents résultats de l'Indonésie en matière de durabilité sont dus au caractère familial de la filière café mais il existe des problèmes de qualité, en particulier là où les plantations sont éloignées des installations de traitement et continuent à utiliser le traitement à sec. Quarante-six entreprises s'occupent de café certifié, avec une production annuelle d'environ 767 000 sacs. Les normes internationales biologiques sont les mieux établies, suivies par les autres certifications internationales et une certification nationale, en particulier pour le café biologique, appelée *Organic Standard National Indonesia* (OSNI). Une comparaison des différents régimes montre que chacun a une approche différente, ce qui peut être un sujet de préoccupation, car certains exploitants doivent être certifiés par deux ou trois programmes différents.

30. Les exigences d'une norme donnée peuvent causer des difficultés en raison de la petite taille des exploitations et des conditions locales, la multiplicité des programmes de certification menant à la confusion et à des coûts élevés. Bien que pour les exploitants la principale incitation soit l'augmentation de leurs revenus, il est important qu'ils soient conscients des autres avantages d'une production durable. Dans le même temps, la baisse d'intérêt des consommateurs et des primes peut réduire l'incitation à suivre certains programmes. Le gouvernement s'est déjà engagé à soutenir le développement durable au moyen de la responsabilisation des organisations d'exploitants, de l'amélioration de la qualité et de la productivité, du renforcement du marché intérieur, de l'amélioration de la valeur ajoutée des exportations de café, du développement des relations entre les exploitants et les exportateurs et de l'application de bonnes pratiques en matière de commerce du café. Dans le but de simplifier et d'harmoniser les nombreux systèmes différents dans le cadre d'une norme nationale économique, il est essentiel de construire un système applicable localement et globalement accepté.

Débats et questions

31. Au cours de la séance de questions et réponses, les délégués ont soulevé divers points sur la valeur ajoutée de la certification et le pourcentage de café bénéficiant d'une prime, la réduction des coûts de la certification et les avantages des certifications multiples par rapport à des normes de base. En réponse, le groupe a indiqué que les primes varient entre 10% et 100%, avec une moyenne d'au moins la moitié de tout le café certifié bénéficiant d'une prime. Les certifications multiples améliorant la différenciation sur le marché, les exploitants devraient être en mesure d'appliquer tous les programmes mais d'une manière plus simple et moins coûteuse. L'adoption de normes de base est un moyen

efficace de faciliter l'intensification et l'harmonisation au sein de l'industrie. En ce qui concerne un glissement de la traçabilité à la transparence, le groupe a déclaré qu'il est difficile et très coûteux pour les torréfacteurs d'assurer une traçabilité complète en raison de la nature complexe de la chaîne d'approvisionnement.

32. Les autres points soulevés portaient sur les critères de sélection d'une norme appropriée, l'augmentation des avantages économiques et la réduction des coûts de la certification, ainsi que sur la possibilité d'harmoniser les normes. Le groupe a répondu que les certificateurs sont à la recherche des moyens d'harmoniser les libellés, de réduire la complexité et de rendre le processus plus facile avec l'objectif final d'en réduire les coûts. Lorsqu'il n'existe pas de différences entre les normes, il devrait être plus facile d'obtenir des certifications multiples. Toutefois, étant donné que les organismes de certification sont mus par des objectifs différents, une harmonisation totale n'est peut-être pas possible, ni même souhaitable. Sur la question du choix du régime, en cas de taux élevé d'analphabétisme chez les exploitants, les comités de gestion devraient être chargés de les informer des avantages de telle ou telle initiative. Dans le cadre du projet de l'AFCA, un manuel de normes communes a été élaboré pour permettre aux exploitants de se conformer aux exigences et de faire un "audit combiné" de deux ou trois audits différents en une seule séance, réduisant ainsi les coûts. La certification n'est pas une fin en soi mais une étape sur la voie de la durabilité, qui facilite la traçabilité et permet aux consommateurs de combler leur souhait d'acheter du café durable.

Récapitulatif du Président

33. La demande de café certifié augmentant, l'industrie prévoit d'élargir ses activités dans ce domaine. S'il est clair que la certification peut avoir un impact positif, des questions demeurent sur les primes et la confusion des normes, qui ne peuvent être résolues que par la coopération de toutes les parties prenantes. Les points clés ci-après ont été soulevés :

- Il existe des signaux clairs d'un engagement de l'industrie du café des pays consommateurs dans une chaîne d'approvisionnement entièrement certifiée.
- L'impact de la certification doit être examiné à plusieurs niveaux au moyen d'outils de mesure clairs et transparents, en particulier par les institutions des pays producteurs.
- Les coûts et les avantages de la certification pour les exploitants varient considérablement en fonction de l'échelle et de la conformité préalable.

- Les primes ayant tendance à diminuer au fil du temps, les exploitants doivent tenir compte des avantages plus larges de certification.
- La multiplicité des normes de certification conduit à une évolution vers une norme de base.
- Le renforcement des capacités des producteurs doit s'accompagner de la résolution de la question des coûts de conformité.
- On constate des signes d'un glissement de la traçabilité à la transparence dans la chaîne d'approvisionnement.
- Une évaluation de l'impact à long terme au moyen de données globalement comparables est nécessaire pour évaluer la durabilité des différents impacts des normes et systèmes de certification.
- La certification n'est pas une fin en soi mais un outil qui peut améliorer les normes pour le bénéfice de tous les exploitants.